

28 mai 2013 / n° 20-21

Numéro thématique – Journée mondiale sans tabac

Special issue – World No Tobacco Day

p.215 **Éditorial – Le contrôle du tabac en France : le temps d'un nouvel élan politique est venu**

Editorial – Tobacco control in France: the time for a renewed political momentum has come

p.216 **Sommaire détaillé / Table of contents**

Coordination scientifique du numéro / *Scientific coordination of the issue* : Pierre-Yves Bello, Direction générale de la santé, Paris, France, et pour le comité de rédaction : Juliette Bloch, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, Paris, France

Éditorial / Editorial

Le contrôle du tabac en France : le temps d'un nouvel élan politique est venu / *Tobacco control in France: the time for a renewed political momentum has come*

Professeur Yves Martinet

Président d'honneur de l'Alliance contre le tabac

La consommation de tabac, avec son cortège de morts, est le paradigme d'une épidémie industrielle due à la course au profit de quatre compagnies trans-nationales aux dépens de la santé des Français et de l'équilibre des comptes publics. Le terme de « *Golden Holocaust* » a été utilisé pour la décrire [1] ; en France, elle tue 200 fois par jour [2] en faisant perdre en moyenne 10 à 15 ans d'années de vie confortable à chaque fumeur. L'étude de I. Licaj et coll. p. 234 de ce numéro du BEH confirme un taux de mortalité trois fois plus élevé chez les fumeurs par rapport aux non-fumeurs sur une cohorte d'européens âgés de 40 à 65 ans au début du suivi. De plus, si l'État prélève environ 14 milliards € sur la vente de tabac (assises + TVA), le coût global pour la société est évalué à 47 milliards € [3].

Cette situation n'est pas une fatalité, et les solutions pour y remédier sont bien décrites dans :

- la Convention cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac (CCLAT), ratifiée par le Parlement français en 2004 [4] ;
- le rapport au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé du député Yves Bur intitulé « Propositions pour une nouvelle politique de lutte contre le tabac », février 2012 [5] ;
- le « Rapport d'évaluation des politiques de lutte contre le tabagisme » de la Cour des comptes, décembre 2012 [6] ;
- le rapport de la Cour des comptes évoquant « Le soutien de l'État aux débiteurs de tabac : des aides injustifiées », février 2013 [7] ;
- le Livre blanc de l'Alliance contre le tabac, février 2013 [8] ;
- le rapport d'information sur l'« évaluation des politiques de lutte contre le tabagisme » présenté à l'Assemblée nationale par les députés Denis Jacquat et Jean-Louis Touraine, février 2013 [9].

Les pays qui ont mis en œuvre les recommandations de la CCLAT ont obtenu une chute drastique de la consommation de tabac : Angleterre, 21% d'adultes fumeurs, États-Unis 15%, Australie 15%, Canada 13%. En France, la consommation de tabac, qui avait diminué à partir des années 1970, a réaugmenté depuis 2005, en particulier chez les femmes et dans les classes socio-économiques défavorisées, pour atteindre près de 34% des adultes.

Mais tout n'est pas négatif et le « décret Bertrand » [10], dans les suites de la loi Évin de janvier 1991 [11], s'est traduit par une baisse importante de l'exposition de la population au tabagisme passif, comme cela est démontré par G.T. Fong et coll. (p. 217 de ce numéro), en contribuant à la dénormalisation de la consommation de tabac, protégeant contre les effets du tabagisme passif, en particulier cardiovasculaires, et conduisant à une abstention fréquente de fumer au domicile.

L'État est légitime quand il légifère contre une épidémie industrielle, mais il se doit d'être efficace. Une législation n'est appliquée, même si elle est populaire, que lorsque le contrôle de son application est assuré, ce qui n'est actuellement pas le cas pour l'interdiction de vente du tabac aux mineurs, comme le démontrent M. Milhet et coll. p. 224, confirmant que le faible respect actuel de la loi la décrédibilise aux yeux des mineurs ; ce que le Comité national contre le tabagisme (www.cnct.fr) avait démontré en 2011 concernant l'interdiction de la vente aux mineurs, et en 2010 concernant la publicité sur les lieux de vente.

Les mesures à prendre sont bien connues, elles concernent à la fois la prévention de l'entrée en tabagisme des enfants et le traitement de la dépendance au tabac. K. Gallopel-Morvan (p. 227 de ce numéro), démontre l'efficacité du paquet de cigarettes neutre standardisé, qui réduit la désinformation des consommateurs en cassant l'attractivité du packaging. Concernant le traitement de la dépendance au tabac, K. Chevreul et coll. (p. 230) confirment ce qui a été observé dans d'autres pays : la prise en charge à 100% du sevrage tabagique est la mesure la plus coût-efficace de prévention des maladies cardiovasculaires.

Le temps d'un nouvel élan pour l'action politique et de santé publique est venu ; il faut traduire dans la loi et dans les faits ce qui est recommandé par les experts ; cette politique doit être globale, énergique et spécifique [12]. Tous, nous devons nous mobiliser avec un seul objectif chiffré, la baisse de la mortalité liée au tabac grâce à un engagement politique fort avec :

- une mobilisation politique au plus haut niveau,
- la fin de l'ingérence de l'industrie du tabac et ses alliés,
- la définition d'une stratégie nationale, fondée sur les preuves scientifiques,
- la structuration et coordination des actions relatives au contrôle du tabac,
- la poursuite de la professionnalisation du champ,
- et le financement de cette stratégie.

Références

- [1] Proctor RN. Golden holocaust. Origins of the cigarette catastrophe and the case for abolition. Berkeley: University of California Press, 2012; 752 p.
- [2] Hill C. Épidémiologie du tabagisme. Rev Prat. 2012;62:325-9.
- [3] Kopp P, Fenoglio P. Le coût social des drogues en 2003. Les dépenses publiques dans le cadre de la lutte contre les drogues. Saint-Denis: OFDT, 2006. <http://www.ofdt.fr/ofdtdev/live/publi/rapports/rap06/epfxpkm4.html>
- [4] Organisation Mondiale de la Santé. Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, Genève : 2003, Réimpression révisée, 2004, 2005. <http://whqlibdoc.who.int/publications/2003/9242591017.pdf>
- [5] Bur Y. Rapport au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Propositions pour une nouvelle politique de lutte contre le tabac. Février 2012. http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_Y_Bur_nouvelle_politique_de_lutte_contre_le_tabac.pdf
- [6] Cour des Comptes. Rapport d'évaluation. Les politiques de lutte contre le tabagisme. Décembre 2012. <http://www.ccomptes.fr/index.php/Publications/Publications/Les-politiques-de-lutte-contre-le-tabagisme>
- [7] Cour des comptes. Rapport public annuel 2013. Tome I : les observations. Février 2013. <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Rapport-public-annuel-2013>
- [8] Alliance contre le tabac. Livre Blanc du contrôle du tabac en France. http://www.alliancecontretabac.org/livre_blanc_tabac.html
- [9] Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques de lutte contre le tabagisme. Présenté par Denis Jacquat et Jean-Louis Touraine, députés. Assemblée Nationale, février 2013. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i0764.pdf>
- [10] Décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif. JORF n° 265 du 16 novembre 2006 ; p. 17249. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000818309&dateTexte=&categorieLien=id>
- [11] Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. JORF du 10 janvier 1991. <http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000344577>
- [12] Martinet Y. Il faut créer une agence française du tabac. Le Quotidien du Médecin n° 6984, 9 Octobre 2001, p. 22.

Sommaire détaillé / Table of contents

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC

WORLD NO TOBACCO DAY

- p.217 **Évaluation de l'interdiction de fumer dans les lieux publics en France un an et cinq ans après sa mise en œuvre : résultats de l'enquête ITC France**
Evaluation of the smoking ban in public places in France one year and five years after its implementation: Findings from the ITC France survey
-
- p.224 **L'interdiction de vente de tabac aux moins de 18 ans : une étude qualitative sur le point de vue des mineurs et leurs stratégies de contournement de la loi**
Prohibition on the sale of tobacco to minors under 18: a qualitative study on the viewpoints of underage adolescents and ways of obtaining tobacco against the law
-
- p.227 **Le paquet de cigarettes neutre ou standardisé : quelle efficacité pour lutter contre le tabagisme ?**
Tobacco plain packaging: how effective is it for tobacco control?
-
- p.230 **Évaluation coût-efficacité de la prise en charge à 100% du sevrage tabagique par l'assurance maladie**
Cost effectiveness of full coverage of the medical management of smoking cessation in France
-
- p.234 **Impact du tabac sur la mortalité totale et sur la mortalité par cause dans l'étude européenne EPIC (European Prospective Investigation into Cancer and nutrition)**
The role of tobacco consumption on total and cause-specific mortality in the European Prospective Investigation into Cancer and nutrition (EPIC) study
-